

d'espace, d'y installer une seule autre plieuse. Il n'y a qu'une table à assembler tour-nante; une seconde n'y trouverait point sa place; et les ouvriers sont tellement à l'étroit que le nombre n'en pourrait être augmenté sans nuire à la rapidité de l'assemblage. Même, à l'heure actuelle, est-il extrêmement difficile de venir à bout des tâches. Quand une presse rotative rapide jettera là le double de cette quantité de feuilles l'agrandissement deviendra une impérieuse nécessité. Tout ce travail d'assemblage est indispensable, et, dans certains cas, peut être très pressé. Une longue expérience, acquise tant à l'Imprimerie que sous les anciens entrepreneurs, permet aux chefs de diminuer beaucoup les inconvénients du local, en s'attachant avant tout à exécuter ce qu'ils savent être le plus nécessaire aux administrations et au Parlement. L'intérêt public, cependant, voudrait que tout se fit suivant l'ordre de date, et qu'il y eût de la place en réserve pour les cas d'urgence.

L'année dernière, le nombre d'enveloppes imprimées dans la grande pièce des presses a atteint presque huit millions; et toutes ont été tirées, sans inconvénient ni retard, sur la presse achetée il y a deux ans. Le service du timbrage en relief a exécuté 505,000 impressions, outre 695,000 impressions d'enveloppes postales à timbre. La demande d'enveloppes postales, aujourd'hui, est triple de ce qu'elle était au temps du contrat. Le papier est bien meilleur; les reliefs égalent ceux exécutés en Angleterre et sont supérieurs à ceux qui sont faits pour le gouvernement des Etats-Unis; et cependant ils reviennent à peine à la moitié de l'ancien prix du contrat. Nous pouvons encore compter sur une autre réduction si le crédit demandé cette année pour acheter de nouvelles machines est accordé.

Les tableaux ci-annexés accusent, dans la consommation d'articles fournis par la division de la papeterie ou achetés par son intermédiaire, une augmentation de \$11,872. Le stock de fournitures de bureau et papier, reporté au présent exercice d'après l'inventaire, est tombé à \$66,048, soit \$11,000 de moins que l'an dernier. Il était dit dans mon précédent rapport que le stock alors dépassait la somme des besoins. Il y a toujours quelque tendance à accroître ces existences en magasin. Les départements s'imaginent qu'il nous faut être en état de satisfaire sur l'heure à toute demande, fût-elle inaccoutumée; et, de leur côté, les fabricants et les marchands multiplient leurs instances pour faire acheter leurs marchandises en quantités excessives. A moins de se tenir en garde contre ces sollicitations, il y aura perte d'intérêts et accumulation en magasin d'articles qui pourraient n'être pas utilisés ensuite. Il vaut mieux, du reste, pour les services publics, avoir des fournitures fraîches. Dans un établissement privé, c'est une chose à laquelle on fait attention.

La *Gazette du Canada* présente une perte de \$190. Les abonnés payants sont fort peu nombreux; aussi, les recettes ne proviennent guère que des annonces. Le chiffre de ces dernières varie nécessairement d'une année à l'autre. Toutes les communications gouvernementales: proclamations, arrêtés du conseil, avis publics de toutes sortes, y sont imprimées pour rien; et 1,486 exemplaires du journal se distribuent gratuitement à des fonctionnaires. Ce service, en somme, a des recettes suffisantes pour couvrir les frais.

Beaucoup de personnes demandent des exemplaires gratis des Statuts. Avant 1888, on était très prodigue de ces volumes, qu'on répandait comme à la volée par tout le pays. Il y a 15,725 juges de paix dans le Dominion, à qui s'expédient encore les statuts relatifs à la législation criminelle, les seuls dont ils aient besoin pour exercer leur charge.